L'ÉCHEC RELATIF DE L'AUTONOMIE GOUVERNEMENTALE DES NATIONS AUTOCHTONES: UN PROBLÈME INSTITUTIONNEL

Par Émmanuelle Richez

ABSTRACT

This article looks at failed attempts at granting aboriginal communities sovereignty, from an institutional perspective. The author suggests that such failures are due to a combination of factors: the legal status of the First Nations; the federal fiscal and political system; and, the aboriginal communities' own lack of legitimacy and independence.

Introduction

En 1996, la Commission royale sur les peuples autochtones (CRPA) déposait son rapport final dans lequel elle reconnaissait et prescrivait l'autonomie gouvernementale pour les premiers fondateurs du pays.¹ Néanmoins, près d'une décennie plus tard, les recommandations formulées par la CRPA ne semblent pas avoir été pleinement mises en application par les gouvernements fédéral et provinciaux. Tel que le stipule Frances Abele et Michael J. Prince, l'instauration complète de l'auto-gouvernance autochtone demeure complexe, limitée et latente.² Cette réalité est problématique, puisqu'elle fait perdurer la relation coloniale, qui prend d'ores et déjà les allures d'une relation post-coloniale, entre les peuples autochtones et les différents paliers gouvernementaux du Canada. En effet, elle empêche les Autochtones de jouir de leurs droits ancestraux et de progresser vers un avenir meilleur.

Dans un tel contexte, le projet de recherche s'attardera à la mise en œuvre des recommandations de la CRPA, soit de l'année du dépôt de son rapport final à aujourd'hui. Il tentera de soulever les raisons qui expliquent la lenteur du processus de négociations menant à l'autonomie gouvernementale autochtone. De fait, l'hypothèse selon laquelle l'inefficacité des discussions relève des lacunes de l'arrangement institutionnel canadien, sera vérifiée. L'adoption d'une approche institutionnaliste permettra donc d'argumenter que le statut légal des Autochtones, le fédéralisme fiscal, la double fonction des gouvernements canadiens, les organisations autochtones et la jurisprudence des cours de justice canadiennes comportent des imperfections institutionnelles, contribuant à ralentir l'accès à l'autonomie gouvernementale des Premières Nations.

Dans le souci de jeter la lumière sur la complexité du processus de négociations, des sources provenant des différents contractants seront mises à profit. D'une part, l'opinion des peuples autochtones sera recueillie par le biais des publications et de commentaires, émis par des organisations autochtones. D'autre part, la position des différents gouvernements canadiens sera évaluée à partir de certaines de leurs publications officielles et certains de leurs programmes législatifs. Par ailleurs, des articles et des ouvrages provenant du milieu académique seront analysés, en vue d'offrir une perspective plus objective.

La Commission royale sur les peuples autochtones

Avant d'aborder le cœur de l'argumentation, il est important de situer dans le temps la CRPA, ainsi d'en résumer les principaux avis. Celle-ci est lancée par le gouvernement fédéral, alors sous la direction de Brian Mulroney, suite à la crise d'Oka.³ À l'époque, sept commissionnaires, dont quatre d'origine autochtone, obtiennent le mandat de mener à terme cette étude d'envergure.⁴ Bien que le rapport final de la CRPA devait être déposé en 1994, il fallut cependant attendre jusqu'en 1996 pour qu'il le soit. De fait, la CRPA représente la commission royale d'enquête s'étant étalée sur la plus longue période de temps et ayant nécessité le plus de ressources parmi toutes celles qui ont été conduites au Canada.⁵ Par ailleurs, elle crée un précédent et devient une référence à titre de premier dialogue officiel sur le futur des relations entre Autochtones et Non-autochtones.⁶

En bref, la CRPA propose principalement de redéfinir la relation entre les Premières Nations, les Inuits, les Métis, les différents gouvernements et les citoyens canadiens.⁷ D'une part, elle exige que le Canada reconnaisse les communautés autochtones, en tant que nations.⁸ D'autre part, elle encourage les instances décisionnelles à s'excuser auprès de ces nations, en raison des préjudices qu'elles leur ont causés dans le passé.⁹ Enfin, elle demande aux gouvernements canadiens de reconnaître le droit inhérent des Autochtones à l'autonomie gouvernementale, tout en coopérant avec ces derniers en leur donnant les ressources financières, humaines et politiques de réaliser leur souveraineté.¹⁰

Il est à noter que les recommandations de la CRPA s'apparentent étrangement avec celles émises dans des rapports antérieurs, tels que celui de Penner en 1983 et de Hawthorn en 1966, dont l'application gouvernementale a été modeste ou tout simplement inexistante.¹¹ Conscient de la mauvaise habitude que cultive Ottawa de mettre au rancart les rapports de commissions, le chef national Ovide Mercredi s'est empressé d'avertir le gouvernement fédéral que l'implémentation des recommandations de la CRPA demeurerait la dernière chance d'améliorer le sort des Autochtones au Canada.¹²

Des développements récents

Pourquoi l'instauration complète de l'auto-gouvernance autochtone demeure complexe, limitée et latente?¹³ Avant de pourvoir fournir une explication complète à cette interrogation, il est nécessaire de faire un survol sommaire des récents développements qui ont été tout de même atteints dans ce domaine depuis le dépôt du rapport final, soit depuis près d'une décennie. Tout d'abord, le document intitulé *Rassembler nos forces: Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones*, qui paraît en 1998, constitue la première réponse officielle du gouvernement fédéral aux recommandations de la CRPA.¹⁴ Il propose de « renouveler le partenariat; renforcer l'autonomie gouvernementale autochtone; établir une nouvelle relation fiscale; et favoriser la revitalisation des collectivités, des peuples et des économies ».¹⁵

En 1999, le projet de loi C-49, Loi portant sur la ratification de l'accord-cadre relatif à la gestion des terres des Premières Nations, a été sanctionné.¹⁶ De façon surprenante, cette loi représente encore la seule loi générale qui ait été adoptée suite aux recommandations de la CRPA.¹⁷ En

dépit du fait que les discours du Trône qui se succèdent insistent sur l'importance de légiférer sur la question de l'autonomie gouvernementale autochtone, les projets de lois présentés aux communes, puis débattus, meurent au feuillet en raison de déclenchement d'élection ou de changement de session.¹⁸ Finalement, en 2004, le nouveau gouvernement de Paul Martin a entrepris de réviser la loi sur le règlement des revendications particulières et de mettre de l'avant un projet de loi sur la gestion statistique et financière des Premières Nations.¹⁹

En dernière analyse, il est à noter que bien que le chemin vers l'autonomie gouvernementale autochtone soit abrupt et long, il a tout de même mené à des ententes satisfaisantes. À ce titre, il faut citer les exemples des nouveaux traités, signés avec les Inuits et les Cris dans le Nord du Québec, les Inuvialuits dans la région du Delta Mackenzie, les Inuits du Nunavut, les 17 Premières Nations du Yukon, de même qu'avec le Conseil tribal Nisga'a et la bande indienne sechelte de la Colombie-Britannique.²⁰ De plus, en 2002, le gouvernement fédéral prenait part à 81 tables de négociations dans le but d'organiser l'autonomie gouvernementale de plus de la moitié des nations autochtones.²¹

Des problèmes d'ordre institutionnel

Le statut légal des Autochtones

En premier lieu, la *Loi sur les Indiens*, édictée en 1876 par le gouvernement fédéral, encadre la plupart des Premières Nations sur les réserves, à l'exception des Métis.²² Un jugement de la Cour suprême, prononcé en 1939, notifie aussi que les Inuits sont du ressort du gouvernement fédéral.²³ Quant aux Métis, mis à part ceux qui résident sur les établissements métis de l'Alberta, ceux-ci ne possèdent aucun statut légal.²⁴ En somme, le gouvernement du Canada, par le truchement du Ministère des Affaires indiennes et du Nord, se préoccupe principalement des Autochtones qui ont le statut d'Indien et de ceux qui vivent sur les réserves. Par conséquent, les Autochtones résidant en milieu urbain sont la responsabilité des gouvernements provinciaux. Ce palier gouvernemental est celui avec lequel les Autochtones doivent aussi négocier pour l'appropriation des ressources naturelles.

Cette complexité de statut légal et administratif oblige donc les Autochtones à négocier avec les deux paliers gouvernementaux afin de créer de nouveaux traités, d'en faire reconnaître d'anciens ou de renouveler ceux-ci. En bout de compte, le processus d'accession à l'autonomie gouvernementale est ralenti. Comme l'indique Abele et Prince, le gouvernement central et les gouvernements provinciaux jouent à la « jurisdictional shell-game », en tentant tous deux de se déresponsabiliser face aux besoins des Autochtones, de façon à éviter des dépenses supplémentaires.²⁵

De plus, la CRPA ne statue pas précisément sur la *Loi sur les Indiens*, mais elle demande explicitement que le ministère qui la régit, soit le Ministère des Affaires indiennes et du Nord disparaisse.²⁶ De fait, avant les années 1950, ce ministère orchestrait ouvertement une politique d'assimilation face aux peuples autochtones.²⁷ Depuis ce temps révolu, une dévolution progressive des pouvoirs vers les communautés autochtones s'opère.²⁸ Néanmoins, la *Loi sur les Indiens* existe toujours et empêche les Autochtones de s'émanciper pleinement, en maintenant des liens paternalistes avec ces derniers.

Le fédéralisme fiscal

D'après Abele et Prince, le cadre fiscal du fédéralisme canadien demeure un obstacle à l'acquisition de l'autonomie gouvernementale autochtone.²⁹ De fait, alors que certains arrangements fiscaux conviennent à certaines communautés, d'autres non.³⁰ Par conséquent, il existe une multitude d'ententes financières et aussi une diversité de gouvernements autochtones en émergence.³¹ Mais de façon générale, le financement fédéral des gouvernements autochtones demeurent conditionnel, discrétionnaire et imprévisible.³² Afin de remédier à cette situation, le gouvernement fédéral a entrepris une réforme fiscale prônée par la CRPA, par le biais du programme *Rassembler nos forces: Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones*, mis sur pied en 1997.³³ Même si celle-ci a corrigé quelques-unes des lacunes financières des peuples autochtones, ceux-ci conservent toutefois un lien de dépendance envers les gouvernements fédéral et provinciaux.³⁴

D'un autre côté, il y a consensus sur le fait que les programmes de financement des autochtones qui vivent en milieu urbain ou hors des réserves s'avèrent inadéquats, compliqué et souvent injuste.³⁵ De fait, la plupart des

fonds du Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien sont alloués aux Autochtones ayant le statut d'indien, ainsi qu'à ceux qui habitent les réserves.³⁶ Les amendements constitutionnels apportés et le présent processus de traité ne permettent alors pas de régler certains problèmes criants auxquels sont confrontés les Autochtones vivant en milieu urbain, comme ceux du chômage, de la crise du logement, de la prostitution juvénile, de la violence et de la consommation de substances illicites.³⁷

Il faut aussi souligner que la CRPA a recommandé la mise en œuvre d'un cadre fiscal pancanadien, suite à une entente tripartite, formée du gouvernement fédéral, des gouvernements des 11 provinces, des gouvernements des trois territoires et d'au moins 5 organisations autochtones.³⁸ En dépit du fait que cette initiative gouvernementale a été entreprise, les disputes fédérales-provinciales en rapport avec leurs domaines de compétences respectifs, en bloquent le processus.³⁹ Alors que le gouvernement fédéral tente de se déresponsabiliser totalement des autochtones vivant hors réserves, les gouvernements provinciaux insistent sur le fait que leurs ressources financières sont plus réduites et que le gouvernement central doit s'acquitter de cette tâche.⁴⁰ En réalité le gouvernement fédéral finance les autochtones urbains, mais via des ministères autre que celui des Affaires indiennes et du Nord, tandis que le financement provincial est encore plus irrégulier.⁴¹ En dernière analyse, les communautés autochtones manquent de moyens financiers pour établir leur pleine autonomie gouvernementale.

La double fonctions des gouvernements canadiens

D'après Jonathan Malloy, les gouvernements canadiens jouent une double fonction dans le processus de négociations menant à l'autonomie gouvernementale autochtone qui peut être néfaste.⁴² Il explique que les provinces exercent leur autorité via des agences de politiques autochtones.⁴³ Ces unités administratives sont responsables de gérer les demandes des autochtones, tout en défendant leurs intérêts auprès de l'exécutif provincial, et de coordonner les programmes qui leurs sont destinés.⁴⁴ De plus, elles se voient parfois obligées de régler les différends entre les diverses organisations autochtones.⁴⁵ Tel que l'affirme Malloy, ce cadre organisationnel est une « recipe for tensions and ambivalence ».⁴⁶ De fait, ces agences de politiques autochtones sont appelées à jouer simultanément deux rôles, mais dans les faits, il n'existe aucune garantie qu'un de ceux-ci ne prenne pas le dessus sur l'autre.⁴⁷

Un des problèmes du gouvernement fédéral, c'est qu'il centralise lui aussi toutes ces interventions dans les domaines liés aux autochtones au sein d'un même ministère. La CRPA suggère de scinder en deux départements le Ministère des Affaires indiennes et du Nord, pour qu'il se divise et se transforme en un ministère des Relations autochtones et en un ministère des Services aux Indiens et aux Inuits.⁴⁸ Cependant, cette recommandation n'a toujours pas été satisfaite.⁴⁹ Il en résulte une dépendance des Autochtones à l'égard des gouvernements canadiens et un autre obstacle à l'autonomie gouvernementale. Afin de remédier à cette malencontreuse situation, les peuples autochtones doivent s'organiser davantage.

Les organisations autochtones

Alors que l'atteinte de l'autonomie gouvernementale autochtone exige de la volonté de la part des différents gouvernements canadiens, elle demande aussi un accommodement de la part des Premières Nations, comme l'a confirmé le chef national Mathew Coon Come.⁵⁰ Certes, les communautés autochtones ne peuvent pas espérer retrouver toutes les terres et tous les pouvoirs qu'elles détenaient avant la colonisation européenne de l'Amérique du Nord. De façon à accélérer les négociations, les Autochtones doivent laisser tomber des revendications, jugées comme non raisonnables.⁵¹ Par exemple, Désirée Park stipule que « l'abandon de l'Île de Montréal aux descendants actuels de ces habitants du 15^e siècle, doi[t] être évit[é] ».⁵²

Cependant, malgré le fait que les organisations autochtones apprennent à faire des compromis, elles présentent des faiblesses considérables qui nuisent à l'atteinte de leurs objectifs.⁵³ Les cinq organisations autochtones les plus importantes au Canada, sont : l'Assemblée des Premières Nations, le Congrès des peuples autochtones, l'Inuit Tapiriit Kanatami, le Conseil national des Métis et l'Association des femmes Autochtones du Canada. Celles-ci évoluent dans un état d'infériorité par rapport aux autres gouvernements canadiens.⁵⁴ En effet, elles éprouvent de la difficulté à négocier d'égal à égal avec des derniers.⁵⁵ Une asymétrie s'installe donc du fait que les organisations autochtones ne détiennent pas le statut de gouvernement formellement constitué.⁵⁶ Plus précisément, elles ne possèdent pas le pouvoir de lever des taxes et de passer des lois, alors qu'elles sont financièrement dépendantes du gouvernement central.⁵⁷ Clairement, cette réalité empêche les peuples autochtones d'opposer avec force les stratégies agressives, déployées par les autorités provinciales et fédérales.

D'autre part, le leadership autochtone manque de légitimité. N'étant pas territorialement définies, certaines personnes se retrouvent doublement représenté, alors que d'autres ne jouissent d'aucune représentation. De plus, plusieurs des représentants des organisations autochtones ne sont pas élus et ne rendent pas de comptes à leurs membres.⁵⁸ Coon Come déplore ce fait et invite les dirigeants des organisations à faire preuve de plus d'imputabilité.⁵⁹ Enfin, à défaut d'une réforme démocratique de leurs institutions, les Premières Nations, les Inuits et les Métis ne peuvent préparer une défense tous azimuts de leurs droits inhérents à l'autonomie gouvernementale.

La jurisprudence des cours

Le cadre juridique ne permet pas aux Autochtones de formuler leurs revendications constitutionnelles avec un fondement légal solide. Tel que l'explique Michael Murphy, la Cour Suprême du Canada n'a pas encore prononcé de jugement précis sur l'autonomie gouvernementale des autochtones, mais d'autres décisions qu'elle a prises par rapport aux droits autochtones, traitent indirectement de ce sujet.⁶⁰ En dépit du fait qu'il existe une extrême diversité au sein des peuples autochtones, tant sur les plans culturel, social, économique et géographique, le désir de reconnaissance de l'autonomie gouvernementale fait consensus chez ceux-ci.⁶¹

Néanmoins, le jugement de la Cour Suprême rendu sur l'affaire Van der Peet constitue une régression en ce qui a trait à la reconnaissance des droits autochtones. De fait, il limite ces derniers en les définissant comme des droits exclusivement culturels, et non politiques. Certes, cette interprétation restrictive du paragraphe 35 de la Constitution du Canada, décourage les Premières Nations, les Inuits et les Métis d'avoir recours à la justice pour faire avancer leurs causes plus rapidement.⁶² Décidément, les peuples autochtones doivent se restreindre aux traités, comme unique manière d'accéder à l'autonomie gouvernementale. Par contre, tel qu'il le sera expliqué plus loin, cette méthode entraîne, elle aussi, des inconvénients.

Des problèmes non institutionnels

Bien que les arguments susmentionnés portent à croire que la lenteur de l'implémentation de l'autonomie gouvernementale autochtone procède

uniquement de problèmes institutionnels, d'autres données viennent contrecarrer cette supposition. L'hypothèse de départ est donc en partie infirmée ou plutôt doit être nuancée. Par conséquent, l'inefficacité des discussions menant à l'autonomie gouvernementale des autochtones est liée à la complexité de l'arrangement institutionnel canadien, mais aussi à d'autres facteurs comme celui du processus de guérison autochtone, de la présence de deux conceptions concurrentes des traités et de la primauté accordée à la propriété privée dans le système politique canadien.

Premièrement, la CRPA identifie la guérison comme une priorité.⁶³ De fait, les Autochtones subissent encore les « conséquences de la domination, du déracinement et de l'assimilation ». ⁶⁴ En 1996, l'histoire de la tentative de suicide collectif de 6 adolescents à David Inslet constitue le plus tragique des exemples.⁶⁵ La simple mise sur pied de programmes d'aide sociale, de même que l'accession à l'autonomie gouvernementale n'enrayeront pas à jamais la mémoire d'un passé immédiat et douloureux. Comme l'explique Douglas Durst, le processus de guérison relève de chaque individu et ne peut être contrôlé par une personne externe, tel qu'un conseiller ou un thérapeute.⁶⁶ De plus, il suggère que la guérison mène au renforcement des Premières Nations et de leur communauté.⁶⁷ Vu dans ce sens, la guérison s'impose donc une condition préalable à l'atteinte de l'autonomie gouvernementale autochtone. Enfin, le fait que ce processus requière du temps et de la patience explique partiellement la raison pour laquelle les peuples autochtones sont peut-être pas totalement prêts pour l'autonomie gouvernementale.

Deuxièmement, la présence de deux visions concurrentes des traités, soit la base du processus de négociation, vient freiner la réalisation de l'autonomie gouvernementale autochtone.⁶⁸ En effet, lorsque les représentants des gouvernements canadiens rencontrent les peuples autochtones, ils ont l'impression de discuter avec des minorités nationales.⁶⁹ Cependant, les Autochtones envisagent leur relation avec les autorités, comme un dialogue de nation à nation.⁷⁰ La divergence se fait aussi voir au niveau de la nature des traités. Alors que les Non-autochtones considèrent les traités comme étant définis par l'article 35 de la Constitution, les communautés autochtones croient qu'il se rattache à la fois au droit canadien et à la tradition.⁷¹ D'autre part, les objectifs des traités varient selon la vision adoptée. Les gouvernements jugent que ces derniers agissent à titre de contrat légal, les engageant à subvenir aux besoins des Autochtones.⁷² De leur côté, les communautés autochtones entendent les traités comme une marque de respect mutuel et de coopération entre les deux signataires.⁷³ Enfin, selon la mentalité occidentale les traités doivent apporter un règlement

des problèmes, alors que la mentalité traditionnelle des Autochtones affirme que ceux-ci instaurent un dialogue continu et constructif.⁷⁴ En définitive, cette différence culturelle fondamentale exige de la patience et donc plus de temps.⁷⁵

Troisièmement, tel que l'affirme Duncan Cameron, « Politics is about property, and about property rights ».⁷⁶ Cette allégation étaye le fait qu'un des problèmes de l'implantation de l'autonomie gouvernementale des Autochtones, réside dans l'allocation du sol et des ressources naturelles aux différents requérants.⁷⁷ Mis à part les communautés autochtones, d'autres groupes souhaitent eux aussi s'approprier les richesses terriennes.⁷⁸ Par conséquent, les Autochtones entrent régulièrement en conflit avec des entrepreneurs, des environnementalistes, des gouvernements municipaux, des propriétaires terriens, des travailleurs organisés, des entreprises touristiques....⁷⁹ De fait, l'autonomie gouvernementale est perçue comme une menace par plusieurs canadiens.⁸⁰ Dans le contexte québécois, cette situation est doublement problématique, puisqu'en cas d'une sécession de la province, plusieurs craignent une partition des territoires déjà alloués aux Autochtones. À la fin du compte, l'adaptation de l'État canadien face aux revendications autochtones exige beaucoup de volonté.⁸¹ Elle demande de la part des Non-autochtones de délaisser leur logique de droits individuels pour penser en terme de droits collectifs.⁸²

Conclusion

En somme, les difficultés, liées à l'atteinte de la pleine autonomie gouvernementale des autochtones, sont nombreuses et majoritairement d'ordre institutionnel. Premièrement, le statut légal des Autochtones est complexe. Deuxièmement, le fédéralisme fiscal et la double fonction des gouvernements canadiens désavantagent les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Troisièmement, les grandes organisations autochtones manquent de légitimité et d'indépendance. Enfin, la jurisprudence des cours canadiennes de justice n'offre pas de fondements légaux solides aux revendications autochtones. Toutefois, une étude approfondie des enjeux existants révèle que d'autres aspects font obstacle à l'autonomie gouvernementale autochtone. De fait, la lenteur du processus de guérison autochtone, une certaine différence culturelle entre les Autochtones et les autres Canadiens, de même que la dominance de la pensée capitaliste

contreviennent aussi, bien que dans une moindre mesure, à l'établissement d'un véritable troisième ordre de gouvernement au pays.

Tout compte fait, l'autonomie gouvernementale autochtone ne représente qu'une étape vers le plein épanouissement des Premières Nations, des Inuits et des Métis. En effet, le but ultime des ces communautés consiste à faire preuve d'autodétermination. Durst explique que l'autonomie gouvernementale se limite aux pouvoirs décisionnels et politiques des Autochtones, alors que l'autodétermination inclue également la capacité matérielle et humaine des Autochtones à assumer leur destinée.⁸³ Si la réalisation de l'autonomie gouvernementale ne fait que tarder, l'autodétermination sera plutôt le véritable défi que devront relever les peuples autochtones dans les années à venir.

ENDNOTES

Canada. Commission royale sur les peuples autochtones 23-57.

² Abele et Prince 135-165.

³ Dickason p.413.

⁴ Ibid. 413.

⁵ Ibid. 413.

⁶ Ibid. 413.

⁷ Canada. Commission royale sur les peuples autochtones 23-57.

⁸ Ibid. 26.

⁹ Ibid. 26.

¹⁰ Ibid. 23-57.

¹¹ Dickason 426.

¹² Ibid. 425.

¹³ Abele et al. 135-165.

¹⁴ Wherrett, *L'autonomie gouvernementale des autochtones*.

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Hurley iii.

¹⁸ Ibid. iii.

¹⁹ Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canada, <<http://www.ainc-inac.gc.ca>>.

²⁰ Abele et al. 338.

²¹ Dickason 425.

²² Wherrett.

²³ Ibid.

²⁴ Ibid.

²⁵ Abele et al. 158.

²⁶ Canada. Commission royale sur les peuples autochtones 27.

²⁷ Wherrett.

²⁸ Ibid.

²⁹ Abele et al. 338.

³⁰ Ibid. 338.

³¹ Ibid. 338.

³² Ibid. 342.

³³ Ibid. 343.

³⁴ Ibid. 344.

³⁵ Ibid. 351.

³⁶ Ibid. 352.

³⁷ Ibid. 352.

³⁸ Ibid. 349.

³⁹ Ibid. 353.

⁴⁰ Ibid. 353.

⁴¹ Ibid. 353-354.

⁴² Malloy 132.

⁴³ Ibid. 132.

⁴⁴ Ibid. 133.

⁴⁵ Ibid. 140.

⁴⁶ Ibid. 134.

⁴⁷ Ibid. 140.

⁴⁸ Canada. Commission royale sur les peuples autochtones 27-28.

⁴⁹ Malloy 154.

⁵⁰ Dickason 426.

⁵¹ Park 97.

⁵² Ibid. 97.

⁵³ Abele et al. 158.

⁵⁴ Ibid. 158.

⁵⁵ Ibid. 158.

⁵⁶ Ibid. 158.

⁵⁷ Ibid. 158.

⁵⁸ Ibid. 158.

⁵⁹ Ibid. 426.

⁶⁰ Murphy 109-110.

⁶¹ Ibid. 112.

⁶² Ibid. 121.

⁶³ Canada. Commission royale sur les peuples autochtones 102.

⁶⁴ Ibid. 102.

⁶⁵ Dickason 414.

⁶⁶ Durst 53.

⁶⁷ Ibid. 55.

⁶⁸ Abele et al.150.

⁶⁹ Ibid. p.151.

⁷⁰ Ibid. p.151.

⁷¹ Ibid. p.151.

⁷² Ibid. p.151.

⁷³ Ibid. p.151.

⁷⁴ Ibid. p.151.

⁷⁵ Ibid. p.151.

⁷⁶ Cameron 219.

⁷⁷ Malloy 139.

⁷⁸ Ibid. 139.

⁷⁹ Ibid. 139.

⁸⁰ Durst 90.

⁸¹ Park 89.

⁸² Park 89.

BIBLIOGRAPHIE

Abele, Frances et Micheal J. Prince. "Aboriginal Governance and Canadian Federalism: A To-Do list for Canada." *New Trends in Canadian Federalism*. Dir. François Rocher et Myriam Smith. Peterborough: Broadview Press, 2003.135-165.

_____. "Funding an Aboriginal Order of Government in Canada: Recent Developments in Self-Government and Fiscal Relations." *Canada: The State of the Federation 1999/2000*. Ed. Harvey Lazar. Montreal/Kingston: McGill-Queen's University Press, 2000.337-367.

Cameron, Duncan. "Quasi Democracy." *Global Instability: Uncertainty and New Visions in Political Economy*. Eds. Stephen McBride, Laurent Dobuzinkis, Marjorie Griffin Cohen et James Busumtwi-sam. Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 2002. 219-231.

Canada. Commission royale sur les peuples autochtones. "Une relation à redéfinir: *À l'aube d'un rapprochement*." Ministre des Approvisionnements et Services Canada, 1996. 23-57.

Dickason, Olive Patricia. *Canada's First Nations*. New York: Oxford University Press, 2002.

Durst, Douglas. *It's not what, but how!* Regina: Bureau d'éditoriaux et de distribution de l'Unité de recherche en politiques sociales, 2000.

Hurley, Mary C. *Legislative summary: Bill C-7, The First Nations Governance Act*. Bibliothèque du Parlement du Canada, 10 octobre 2002.

Malloy, Jonathan. "Double Identities: Aboriginal Policy Agencies in Ontario and British Columbia." *Revue canadienne de science politique* 34 (1 mars 2001): 131-155.

Canada. Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada. <<http://www.ainc-inac.gc.ca>> (30 mars 2004).

Murphy, Michael. "Culture and the Courts: A New Direction in Canadian Jurisprudence on Aboriginal Rights." *Revue canadienne de science politique* 34 (1 mars 2001): 109-129.

Park, Désirée. *Problèmes contemporains: La société pluraliste*. Paris; Éditions de l'Harmattan, 2001.

Wherrett, Jill. Canada. *L'autonomie gouvernementale des autochtones*. Division des affaires politiques et sociales (Révisé le 17 juin 1999).